

1998

LES SOCIALISTES FRANÇAIS ET LE MAROC AU DÉBUT DU XX^e SIÈCLE

Ali EL JAOUI

Faculté des Lettres et des Sciences Humaines, Agadir, Maroc

Follow this and additional works at: <https://digitalcommons.aaru.edu.jo/dirassat>



Part of the [History Commons](#), and the [Race, Ethnicity and Post-Colonial Studies Commons](#)

Recommended Citation

EL JAOUI, Ali (1998) "LES SOCIALISTES FRANÇAIS ET LE MAROC AU DÉBUT DU XX^e SIÈCLE," *Dirassat*. Vol. 8, Article 17.

Available at: <https://digitalcommons.aaru.edu.jo/dirassat/vol8/iss8/17>

This Article is brought to you for free and open access by Arab Journals Platform. It has been accepted for inclusion in *Dirassat* by an authorized editor. The journal is hosted on [Digital Commons](#), an Elsevier platform. For more information, please contact rakan@aar.edu.jo, marah@aar.edu.jo, u.murad@aar.edu.jo.

LES SOCIALISTES FRANÇAIS ET LE MAROC AU DÉBUT DU XX^e SIÈCLE

Ali EL JAOUÏ

Faculté des Lettres et des Sciences Humaines

Agadir

Au début du XX^e siècle, les socialistes français ne formaient pas un parti politique fort et actif dans sa lutte contre la politique menée par le gouvernement de Paris. De nombreux partis s'étaient regroupés pour former en 1901 deux partis socialistes : le parti socialiste de France autour de Jules Guesde et le parti socialiste Français autour de Jean Jaurès. Certes le socialisme français s'était inséré dans la vie politique nationale du fait de l'attachement des militants au régime républicain mais il était loin «malgré de grands efforts de peser réellement sur la vie nationale»⁽¹⁾. Ce fait rendait son action pour la réalisation des réformes sociales presque sans effet. De même, son opposition à la politique coloniale officielle et notamment à la politique marocaine de la France était inefficace. Nous nous proposons d'étudier les causes de ce manque d'efficacité de l'opposition socialiste dans la lutte contre l'expansion coloniale avant 1905, année de l'unification des différents courants socialistes et de leur fusion dans la Section Française de l'Internationale Ouvrière (S.F.I.O.)⁽²⁾.

I - LES SOCIALISTES DIVISES

Depuis le congrès de Lyon tenu en mai 1901, les Socialistes s'étaient organisés en deux partis bien distincts : le parti socialiste de France et le parti socialiste français.

1 - Le parti Socialiste de France

Le P.S.D.F. était formé par les militants du Parti Ouvrier Français dirigé par Jules Guesde, les membres du Parti Socialiste révolutionnaire d'Edouard Vaillant et leurs alliés de «l'Alliance Communiste» lors du congrès de

Commentry (Septembre 1902). C'était un parti centralisé qui comptait environ 16000 adhérents en 1904. Implanté surtout dans le Nord industrialisé, dans la Seine, dans le Centre-Est et le Sud, il se voulait marxiste et par conséquent, révolutionnaire, contre l'Etat bourgeois et internationaliste. Cependant, les Guesdistes «s'avèrent souvent maladroits, sectaires»⁽³⁾ et brutaux dans leurs rapports avec les syndicats et avec les autres fractions socialistes. Dogmatiques, ils considéraient le marxisme «comme un recueil de formules magiques»⁽⁴⁾ qu'ils plaquaient sur la réalité française. Ainsi par exemple, ils pensaient que la guerre était un produit nécessaire du système capitaliste. Pour lutter contre elle, il suffisait de lutter contre le capitalisme. Vaillant et ses amis se distinguaient d'eux par leur vive opposition au militarisme et à la guerre ainsi que par leur profond désir d'unir toutes les forces ouvrières face à l'ennemi de classe.

Aux élections de 1902 le P.S.D.F. obtint 400000 suffrages et 14 de ses membres étaient élus à la Chambre des Députés. Son intransigeance doctrinale semble avoir éloigné de lui beaucoup d'électeurs mais elle en a fait un parti de militants décidés et combattifs⁽⁵⁾.

2 - Le parti Socialiste Français

Le P.S.F., par contre, comptait moins de militants que son rival : 12000 adhérents en 1904 et 8000 en mars 1905. Il s'était constitué au congrès de Tours en mars 1902. Il regroupait les Socialistes Indépendants et les Broussistes sous la forme de fédérations autonomes soumises aux directives du comité confédéral du Parti et surtout aux dirigeants de son groupe parlementaire.

Implanté à Paris, dans les Ardennes, dans la vallée du Rhône, dans le Tarn etc. le P.S.F. obtint lors des élections de 1902, 600000 suffrages et 37 élus au Parlement.

Le P.S.F. était, à la différence du P.S.D.F. un «rassemblement hétéroclite... d'hommes épris d'éclectisme doctrinal»⁽⁶⁾ dont les leaders les plus en vue étaient Alexandre Millerand, René Viviani, Aristide Briand et surtout Jean Jaurès. Réformistes et «ministériels» les dirigeants du P.S.F. formaient avec les radicaux et les radicaux-socialistes le Bloc des Gauches et, au Parlement la «Délégation des Gauches» depuis le 2 Juin 1902.

Les amis de Jaurès apportaient un soutien passionné et entier au gouvernement anticlérical d'Emile Combes. «Ce n'est plus la participation ministérielle, c'est la collaboration gouvernementale» estimait A. Zévaés⁽⁷⁾.

Les socialistes réformistes souffraient de la diminution du nombre des adhérents du P.S.F. mais leurs idées se répandaient parmi les intellectuels et les ouvriers grâce au quasi-monopole qu'ils exerçaient sur la presse socialiste. Ils contrôlaient ainsi «La Petite République» et «La Lanterne». Jaurès publiait aussi beaucoup d'articles dans «la Dépêche de Toulouse» avant de fonder son propre journal, «L'Humanité» le 18 Avril 1904. Jean Jaurès, philosophe brillant et grand tribun, était sans conteste le chef du P.S.F. Son itinéraire politique est assez exemplaire. Député de la droite ferryste en 1885, il se convertit au socialisme vers 1892 sous l'influence de Lucien Herr, Jules Guesde et aussi du milieu ouvrier de Carmaux qu'il représentait au parlement. Républicain et démocrate sincère, il militait pour la victoire du socialisme. Il plaçait toute sa confiance dans la classe ouvrière qu'il considérait comme le pilier de la liberté et de la démocratie. La pensée de Jaurès, riche et complexe, peut paraître à certains pleine de contradictions. Ainsi par exemple, André Ferrat écrit que le jaressisme «se présente comme un mélange contradictoire d'idéalisme bourgeois et de matérialisme marxiste, d'utopisme révolutionnaire et de réformisme pratique, de lutte vigoureuse contre la guerre et les brigandages coloniaux et de plat pacifisme petit-bourgeois, de sens aigu du mouvement révolutionnaire des masses et de légalisme parlementaire»⁽⁸⁾.

Il faut signaler enfin qu'une partie du socialisme français refusait de s'intégrer dans l'un ou l'autre de ces deux partis. Il s'agit des militants du Parti Ouvrier Socialiste Révolutionnaire fondé par Jean Allemane et d'une demi-douzaine de Fédérations autonomes représentant notamment l'Hérault, le Var, les Bouches - du - Rhône, la Somme, le Nord et la Bretagne. Le parti allemaniste, très lié au syndicalisme révolutionnaire, était pratiquement disloqué et très affaibli du fait de nombreuses scissions dans ses rangs.

Ainsi le regroupement des différentes fractions et groupuscules socialistes, opéré à l'aube du XX^e siècle démontre assez l'aspiration profonde des militants à l'unité. Sur le plan politique, les Socialistes français se détachaient «peu à peu de l'action révolutionnaire pour attendre davantage les résultats de l'évolution du suffrage universel, de l'action politique et parlementaire»⁽⁹⁾. L'attachement de la majorité des socialistes à l'Etat républicain et à la démocratie expliquait en grande partie le vote des élus socialistes en faveur du gouvernement du bloc des Gauches. Cependant, il ne faut pas se faire trop d'illusions quant à la force réelle des partis socialistes qui n'avaient jamais pu imposer leurs vues sur les grands problèmes débattus à la Chambre et notamment sur les problèmes coloniaux. Jaurès le reconnaît lui-même

dans une lettre adressée à A. Zévaès, alors candidat socialiste à une élection partielle à Grenoble : «Le groupe socialiste de la Chambre-écrit Jaurès-est numériquement trop faible pour l'étendue de sa tâche et de sa responsabilité»⁽¹⁰⁾.

II - LES SOCIALISTES ET LA QUESTION COLONIALE

L'attitude des Socialistes face au problème colonial était, du fait même de leurs divisions, multiforme et variable suivant le programme de chaque parti. Si les Guesdistes et le P.S.D.F. condamnaient sans réserve la colonisation, les réformistes du P.S.F. ne la rejetaient pas en principe et se contentaient de dénoncer les guerres de conquête et l'exploitation des populations dans les colonies.

1 - La position des Guesdistes

Le P.O.F. avait adopté lors de son congrès national de Romilly (8 - 10 Septembre 1895) une motion exposant clairement la position des Guesdistes et les raisons de leur opposition totale à la politique coloniale. Dans cette motion, le P.O.F. s'élevait vigoureusement contre «les flibusteries coloniales» et considérait la politique coloniale comme «une des pires formes de l'exploitation capitaliste». En France, cette politique enrichissait la bourgeoisie et la classe dirigeante qui accablait d'impôts les ouvriers et les paysans tout en exigeant de plus en plus de soldats pour mener à bien les conquêtes coloniales. Elle était, en outre, une source de dangers pour l'ensemble de la nation : coups d'Etat militaires, absinthisme, dégénérescence de la race etc. La colonisation était également une source de «tripotages financiers» qui ne tarira qu'avec la socialisation des moyens de production, ce qui permettra aux ouvriers de consommer le produit de leur travail, éliminant ainsi le besoin de rechercher, outre-mer, des débouchés pour les produits de l'industrie française.

Dans les colonies les «populations primitives» étaient corrompues par le contact avec le colonisateur et risquaient d'être exterminées par les guerres qu'on leur imposait.

Pour toutes ces raisons, «aucun socialiste conscient ne votera jamais ni un homme ni un sou» pour les entreprises coloniales. La motion de Romilly constituera, au moins jusqu'en 1907, le fonds de la pensée et de l'action des Socialistes français de tendance guesdiste, tant sur le plan international que sur le plan intérieur⁽¹¹⁾.

Au Congrès socialiste international de Paris (1900) les Guesdistes firent

adopter leurs thèses sur la colonisation. Mais, en plus des raisons invoquées dans la motion de Romilly contre l'expansion coloniale, le Congrès de Paris dénonçait les risques de conflits entre les Etats européens à cause des rivalités coloniales ainsi que les injustices et les cruautés commises dans les colonies «livrées aux convoitises d'un capitalisme sans honte et sans remords». Il demandait aux partis membres de l'Internationale socialiste d'étudier sérieusement la question coloniale et de favoriser la création de partis socialistes dans les colonies. Cette position résultait de la constatation de deux faits essentiels :

- D'une part, la plupart des classes dirigeantes des pays impérialistes s'étaient ralliée à la politique d'expansion coloniale.

- D'autre part, cette politique avait mis en danger la paix dans le monde lors de la crise de Fachoda en 1898 et lors de la révolte des Boxers en Chine. Au même moment, l'Angleterre s'enlisait en Afrique du Sud dans la guerre des Boers⁽¹²⁾.

Sur le plan intérieur, les militants guesdistes s'évertuaient à démontrer l'incompatibilité entre la poursuite de l'expansion coloniale et le régime démocratique et parlementaire tout en dénonçant les risques et les charges qu'elle présentait pour le pays. C'était pour eux un cheval de bataille contre le gouvernement en place⁽¹³⁾. Ils s'en prenaient aussi, sur le même thème, aux Socialistes réformistes et leur reprochaient leur indifférence et le peu d'intérêt qu'ils portaient à ce sujet. C'est ainsi que par exemple, lors des élections de 1902, les Socialistes marseillais Flaissières, Cadenat et Carnaud furent attaqués sur ce point-là par leurs compétiteurs guesdistes⁽¹⁴⁾.

Après la fusion des Guesdistes et des Vaillantistes dans le P.S.D.F., la même position fut maintenue avec courage et ténacité. Le Congrès national du P.S.D.F. tenu à Lille en Août 1904 adopta, à l'unanimité, une résolution très significative. Rédigée par Guesde, Vaillant, Lafargue et Bracke, elle reprenait les idées - force de la motion de Romilly. Considérant la politique coloniale comme «la forme la plus odieuse de la piraterie capitaliste», elle demandait aux Socialistes de la combattre et de lui refuser au parlement «tout vote et tout crédit»⁽¹⁵⁾. Cette motion fut présentée et défendue par Bracke au Congrès International d'Amsterdam (14-20 Août 1904) qui vit s'affronter les deux rapporteurs sur la question coloniale : l'Anglais Hyndman et le Hollandais H. Van Kol. Hyndman était farouchement anticolonialiste. Parlant de l'oeuvre anglaise aux Indes, il nota dans son rapport : «nous fabriquons délibérément la famine pour nourrir l'avidité de nos

classes prospères en Angleterre»⁽¹⁶⁾. En revanche, Van Kol estimait nécessaire le fait colonial et le justifiait par les besoins des pays industriels en matières premières et en débouchés pour leurs produits. Les abus et les injustices tant décriés seront éliminés par l'adoption d'une «politique coloniale socialiste»⁽¹⁷⁾. On imagine facilement l'âpreté des discussions au sein du comité chargé de l'étude de la question coloniale. Le représentant du P.S.D.F., Bracke s'était rangé aux côtés de Hyndman alors que le délégué du P.S.F., Tarbouriech soutenait Van Kol. La motion finale fut un compromis entre les deux positions. Les populations des colonies étant victimes de l'exploitation capitaliste, elle demande aux socialistes de combattre la politique d'expansion coloniale et d'œuvrer à l'amélioration de la condition des «indigènes» et d'assurer le contrôle parlementaire sur la direction de la politique internationale.

Cependant la position des Guesdistes fut exposée en détail et avec talent par Paul Louis dans l'opuscule intitulé «le colonialisme»⁽¹⁸⁾. Il constitue, selon François Bedarida «l'arsenal le plus complet d'arguments dans la guerre au colonialisme»⁽¹⁹⁾. L'auteur estime tout d'abord que les colonies ne profitent qu'aux capitalistes. «Le colonialisme, écrit-il, est la dernière carte du capitalisme : or - et la conséquence est décisive pour la bourgeoisie - le colonialisme aboutit finalement à répandre le capitalisme sur toute la surface des terres, c'est-à-dire à surexciter la concurrence et la surproduction»⁽²⁰⁾ dont les conséquences sont le chômage et la baisse des salaires. Le mécanisme de l'intervention coloniale dans une région est ensuite démonté, depuis l'arrivée des premiers commerçants et des missionnaires jusqu'au débarquement des marins et des fantassins, en principe pour les protéger des réactions violentes des «indigènes», mais, en fait, c'est la conquête du territoire convoité qui commence. Le colonialisme est en outre, «un système d'expansion commerciale extrêmement onéreux Il a concouru, dans une large mesure, à accroître la détresse financière des Etats modernes. Sans exagération, il est permis de dénoncer, en lui, un des instruments de ruine des puissances européennes»⁽²¹⁾. Le devoir de tout homme conscient est, selon l'auteur, de lutter contre le colonialisme. Mais il reconnaît honnêtement les limites de l'action des socialistes et leur faiblesse dans ce combat : «il n'est pas en notre pouvoir-écrit-il-d'arrêter l'élan colonialiste qui est engendré spontanément par le régime capitaliste, car si les socialistes étaient assez forts pour rompre cette course aventureuse, si les prolétaires étaient assez organisés pour opposer leur veto à toute entreprise nouvelle, ils concluraient légitimement qu'ils sont devenus les maîtres de l'Etat, et alors leur action, de négative, deviendrait positive, la résistance céderait la place à l'assaut... Le colonialisme sera

aux mains des prolétaires conscients, s'ils s'attachent à l'étude minutieuse des phénomènes contemporains, un puissant et admirable instrument de propagande. C'est en l'examinant qu'on saisit sur le vif toutes les tares de l'Etat moderne et qu'on apprécie le cynisme des rapines bourgeoises. C'est en envisageant ses modes de développement, ses effets directs et indirects qu'on apprend à apprécier la solidarité d'intérêts qui fond en une masse commune tous les souffrants, tous les écrasés du monde, en dépit des différences de race, de couleur et de langue».⁽²²⁾ Cette constatation reflétait bien l'impuissance des militants du P.S.D.F. devant les conquêtes coloniales qu'ils ne purent ni empêcher ni arrêter. Du moins continuaient-ils à s'opposer au régime capitaliste dont la destruction finale entraînera la disparition du colonialisme. En attendant, ils exigeaient l'amélioration des conditions de vie des peuples colonisés. Néanmoins le programme pratique des Guesdistes était identique à celui du P.S.F. On peut le constater en comparant par exemple leur programme algérien exposé au Parlement par Marcel Sembat lors de la discussion du budget en décembre 1903 et les mesures appliquées par le gouverneur général de l'Algérie Jonnart avec l'approbation et le soutien de Jaurès. Sembat demandait au gouvernement de construire des écoles, des hôpitaux, des routes etc., ceci en échange des impôts exigés des populations d'Algérie. «Pour être aimés, montrons-nous aux Arabes comme la nation qui leur apporte la lumière, la santé, la justice»⁽²³⁾ conclut-il.

2 - L'attitude des Socialistes réformistes

L'attitude du P.S.F. était plus nuancée et beaucoup plus souple que celle du P.S.D.F. Ses leaders n'hésitaient pas à parler de colonisation socialiste, une colonisation pacifique par opposition à la colonisation bourgeoise dont les scandales et les crimes étaient vivement dénoncés. L'attachement des Socialistes réformistes aux traditions libérales et humanitaires héritées de la révolution de 1789, et leur pacifisme militant expliquent cette position.

Jean Jaurès a exposé le point de vue réformiste dans un article écrit dans le cadre de la préparation du Congrès International de Londres et publié par la «Petite République» le 17 Mai 1896.⁽²⁴⁾ Cet article insiste sur la gravité du problème : les Socialistes doivent s'occuper d'urgence de la politique coloniale car les compétitions coloniales peuvent engendrer des guerres entre nations européennes, «guerres cruelles à l'humanité» et «désastreuses pour le socialisme». Parlant au nom des Socialistes Jaurès exprime sa réprobation de la politique coloniale et il expose les raisons de cette attitude. Il estime tout d'abord que c'est du gaspillage pur et simple : les richesses et les forces qu'elle engloutit «devraient être dès maintenant appliquées à l'amélioration

du sort du peuple». D'autre part, la colonisation est «la conséquence la plus déplorable du régime capitaliste» qui exploite les travailleurs et qui cherche à créer outre-mer, par la conquête, des débouchés pour des produits qu'on devrait consommer sur place. La dernière raison invoquée est la corruption qui accompagne toujours les expéditions menées dans les colonies où se déchaînent «tous les instincts de déprédation et de rapine». C'est largement suffisant pour condamner la politique coloniale mais Jaurès remarque que «tous les peuples sont engagés dans la politique coloniale, ... la loi d'expansion et de conquête à laquelle ils cèdent tous semble irrésistible comme une loi naturelle, et nous aurons beau dénoncer toutes les vilénies, toutes les corruptions, toutes les cruautés du mouvement colonial, nous ne l'arrêterons pas...» Réaliste, Jaurès propose trois règles pratiques qui doivent être adoptées par tous les socialistes. Il faut, en premier lieu, éviter à tout prix que les compétitions coloniales n'aboutissent à une guerre entre pays colonisateurs. Pour cela, on doit «blâmer les prétentions excessives» et informer correctement l'opinion publique dans chaque pays. La deuxième règle à suivre est d'exiger, pour les peuples coloniaux, notamment au Parlement, un traitement humain et des garanties tout en protestant contre les abus commis dans les colonies. Enfin, les socialistes doivent oeuvrer à l'internationalisation des riches régions que se disputeront les Etat européens⁽²⁵⁾.

Malgré le souhait de Jaurès, le Congrès de Londres n'avait pas jugé utile de discuter des problèmes coloniaux. Mais la ligne de conduite qu'il a tracée sera suivie tant bien que mal. Ses arguments contre la politique coloniale constituaient l'essentiel de l'anticolonialisme des socialistes réformistes de 1896 à 1905 et même jusqu'en 1914. C'est ainsi qu'au Congrès International de Paris ils appuieront les thèses favorables à une colonisation épurée de ses tares et apportant les bienfaits de la civilisation aux indigènes. Georges Clemenceau ne manqua pas de relever ce point et d'en faire grief à Jaurès en écrivant le 15 Décembre 1901 que «l'un des plus grands ressorts de l'opportunisme pour détourner le pays des réformes intérieures fut les expéditions lointaines engagées successivement au petit bonheur ... s'il plaît à Jaurès d'oublier ce que le Soudan, le Tonkin et Madagascar nous ont coûté en hommes et en argent, c'est son affaire. Pour quel avantage, il serait très embarrassé de le dire⁽²⁶⁾. Depuis la création du PSF et sa participation au Bloc des Gauches, Jaurès ne marchandait jamais son appui au gouvernement d'Emile Combes qui, pourtant, «s'il s'écartait des précédents en politique intérieure, leur ressemblait pour ce qui concernait les affaires coloniales et étrangères⁽²⁷⁾. C'est bien Combes qui avait nommé Jonnart au poste de gouverneur général de l'Algérie, en prenant soin d'assurer le député d'Oran,

Eugène Etienne, qu'il avait autorisé «toutes les mesures répressives nécessaires à la sécurité de notre position» et, parmi ces mesures, l'affectation par Jonnart de l'énergique colonel Lyautey au commandement du Sud-Oranais⁽²⁸⁾. Il est hors de doute que les préoccupations de politique intérieure et notamment le désir de soutenir le Bloc des Gauches, avaient joué un rôle important dans l'attitude de Jaurès et de son parti⁽²⁹⁾. Toutefois, Ageron estime que «Jaurès maintint sa doctrine en matière coloniale sans qu'il soit besoin de l'expliquer par la volonté de soutien au ministère Combes»⁽³⁰⁾.

Le programme adopté par le PSP au Congrès de Tours (2 - 4 Mars 1902) insistait sur le pacifisme des Socialistes. On peut y lire que «la paix est toujours menacée par la politique d'expansion coloniale et d'agression, par l'impérialisme des gouvernements bourgeois ...». On doit combattre cette menace par «l'alliance des prolétaires de tous les pays» et par le rejet des dépenses militaires et l'adoption du système des milices populaires qui remplaceront l'armée permanente. Car le Congrès «veut protéger contre toute surprise le territoire et l'indépendance de la nation». Dans les colonies, il faut développer les institutions protectrices des indigènes⁽³¹⁾.

En 1903, Jaurès alla plus loin encore dans cette voie en affirmant, au Congrès de Bordeaux, que la diplomatie française avait le devoir «d'insister dans la mesure du droit que donne à la France la puissance même de sa production pour qu'une partie des débouchés lointains, en Chine ou ailleurs, soit assurée à la pénétration pacifique de notre industrie - ce qui est une condition nécessaire à l'abondance des salaires pour la classe prolétarienne»⁽³²⁾. Les mêmes idées se retrouvent dans le discours que Jaurès avait prononcé, durant la campagne électorale, à Marseille le 25 avril 1904 et dans lequel il fit appel au bon sens des négociants marseillais «pour favoriser une politique d'expansion dans le monde non par le fer et par le sang mais par le rayonnement de la pensée ... Une pénétration pacifique, profitable aux intérêts économiques»⁽³³⁾. Ainsi l'impérialisme était-il considéré comme profitable aux ouvriers français par les hauts salaires qu'il leur garantissait. Quant aux peuples colonisés, ils sortiraient de leur «barbarie» et évolueraient grâce à la civilisation européenne. Il ne s'agissait pas pour les socialistes réformistes de s'opposer à la colonisation mais bien d'imposer une politique coloniale prudente et humaine⁽³⁴⁾.

III - LES SOCIALISTES ET LE MAROC

A partir de 1900, date de la mort du puissant grand vizir Ba Ahmed, le Maroc connut une période de troubles exploitée par les grandes puissances

européennes pour intervenir dans les affaires intérieures du pays. S'agissant de l'une des dernières régions demeurées indépendantes en Afrique, les appétits impérialistes étaient particulièrement aiguisés : quatre Etats européens, à savoir l'Angleterre, l'Espagne, l'Allemagne et la France entrèrent en lice pour annexer ou se partager le pays. De leurs rivalités naquit la «Question du Maroc», véritable pomme de discorde qui mena les nations européennes, notamment la France et l'Allemagne, au bord de la guerre. Les Socialistes français furent de ce fait amenés à suivre de près les affaires marocaines. Cependant tout comme leurs positions sur la question coloniale, leur appréciation de l'évolution de la question marocaine laisse apparaître de sérieuses divergences. Jaurès ayant particulièrement suivi cette question, ses nombreux articles et ses interventions à la Chambre des Députés nous serviront de base pour connaître le point de vue socialiste.

1 - Les prémices de la question marocaine

Lorsque, en mai 1900, le grand vizir Ba Ahmed mourut, le jeune Sultan Moulay Abd El Aziz, jusqu'alors tenu à l'écart des affaires, se trouva aux prises avec les problèmes ardues que posait le gouvernement d'un pays composé de tribus dont certaines - celles habitant les régions montagneuses et sahariennes - ne reconnaissaient que son autorité spirituelle. Faible, timide et fantasque, Moulay Abd El Aziz s'entoura d'un petit cercle de familiers nationaux et étrangers parmi lesquels le célèbre caïd Mac Lean, instructeur militaire écossais au service du Makhzen. Pris d'un engouement puéril pour les machines et les inventions européennes, le Sultan négligea le gouvernement de son pays et ne pensait qu'à s'amuser dans ses palais de Marrakech et de Fès où s'entassaient les billards, les phonographes, les bicyclettes, les appareils photographiques etc, achetés à prix d'or en Europe. Ayant dilapidé le trésor public, le Sultan tenta en 1902 de se procurer de l'argent en remplaçant les impôts coraniques, la zakat et l'achour, par un impôt unique, le tertib, frappant tous les revenus sans exception. Les notables et les dignitaires qui bénéficiaient d'exemptions fiscales, s'estimant lésés, dénoncèrent le tertib comme innovation contraire aux prescriptions religieuses. La population, scandalisée par les fantaisies du Sultan ne se croyait plus obligée d'obéir à ses ordres. Le mécontentement gagna toutes les couches sociales. Les tribus s'agitaient et refusaient de payer le tertib. La révolte la plus grave éclata dans le Maroc oriental où le prétendant Bou Hamara, «l'homme à l'ânesse», se faisait passer pour le frère aîné du Sultan et souleva les tribus de la région contre le Makhzen. En 1903 il réussit à s'emparer d'Oujda avec la complicité et l'aide du gouverneur général de l'Algérie Revoil et des

colons de l'Oranie qui lui fournissaient argent, armes et munitions⁽³⁵⁾.

La contre-offensive contre Bou Hamara menée par le ministre de la Guerre Mehdi Menebhi, fut un échec total. La lutte entre les deux parties prit l'aspect d'une guerre civile faite de razzias menées de part et d'autre. Dans le Nord-Ouest, un autre agitateur, nommé Raisouni, faisait régner l'insécurité jusqu'aux portes de Tanger où il s'attaquait surtout aux Européens.

Pour faire face aux dépenses de maintien de l'ordre le Sultan recourut à l'emprunt auprès des Etats Européens. C'est ainsi qu'en 1902 il contracta un emprunt de 7,5 millions de francs-or auprès d'un groupe de banques françaises dirigé par la Banque de Paris et des Pays-Bas. En 1903, deux emprunts du même montant étaient souscrits auprès de banques anglaises et espagnoles. Mais l'emprunt le plus important et le plus grave pour l'avenir du pays fut contracté par le Makhzen auprès d'un consortium de banques françaises dirigé par la banque de Paris et des Pays-Bas. Contre la somme de 62 millions et demi de francs dont il ne reçut en fait que 10 millions le Sultan abandonnait 60% des revenus douaniers du pays pour une période de 35 ans⁽³⁶⁾.

Ainsi le Maroc traversait une crise politique et financière lourde de conséquences pour son avenir. Les milieux coloniaux n'attendaient que ce moment pour tenter d'annexer le pays. Par contre les Socialistes suivaient avec inquiétude le déroulement des faits. Quelle image se faisaient-ils donc du Maroc en ce début du XX^e siècle ?

Jaurès estimait «que la superficie du Maroc est une fois et demie celle de l'Algérie, qu'il est hérissé de montagnes, qu'il est peuplé de huit à neuf millions d'âmes et que les Marocains, hardis, vigoureux, sont armés de fusils perfectionnés»⁽³⁷⁾. Ces renseignements semblent être puisés dans les publications du parti colonial et dans divers ouvrages publiés par les explorateurs comme Charles de Foucauld et le marquis de Segonzac. Le chiffre de la population paraît exagéré mais dans ce domaine les statistiques font défaut⁽³⁸⁾.

Jaurès était plus précis quand il parlait du Sultan et de ses méthodes de gouvernement. Il déclara dans une intervention au Parlement, le 20 Novembre 1904, que le Sultan était «décrié pour avoir fait non pas l'application mais la caricature de la civilisation européenne»⁽³⁹⁾.

Le Maroc étant «un empire féodal, l'anarchie peut s'y prolonger longtemps sans qu'il y ait solution décisive»⁽⁴⁰⁾. Le régime marocain était qualifié de régime «spoliateur, anarchique, violent, qui absorbe et dévore toutes les res-

sources du pays, qui est secoué par les soubresauts d'un fanatisme morbide et bestial»⁽⁴¹⁾. Dans un article publié dans la «Petite République» du 23 Septembre 1903, Jaurès pensait que «le Sultan a soulevé contre lui presque toutes les tribus marocaines. Se déclarer son protecteur, intervenir pour rétablir son autorité, c'est aller droit à la guerre, et contre tout un peuple»⁽⁴²⁾. Il dénonçait aussi la politique des emprunts accordés au Sultan, politique qui l'acculera à la faillite et l'obligera à exiger des tribus des impôts trop lourds et par conséquent, la révolte de ces dernières. Et il ajoutait : «Les créanciers maîtres du Maroc, c'est la France livrée à toutes les possibilités de guerre»⁽⁴³⁾.

Mais alors, quelle attitude adopter vis-à-vis des graves événements qui secouaient le Maroc ? Patienter et s'abstenir de toute intervention militaire, voilà ce que conseille Jaurès. «Il y a en ce moment, tout un parti militaire et colonial qui rêve de mettre la main sur le Maroc par une grande expédition. La guerre civile engagée entre le Sultan et le prétendant fournirait le prétexte»⁽⁴⁴⁾. Selon lui, le temps joue en faveur de la France qui ne doit, à aucun prix, intervenir pour ou contre le Sultan : «la guerre civile qui se poursuit entre le Sultan et le prétendant ne peut qu'aider, d'ici quelques années, au règlement de la question marocaine dans le sens des intérêts français ... Le vainqueur sera heureux d'être reconnu par la France»⁽⁴⁵⁾.

Il est évident que la déliquescence de l'Etat marocain n'était pas sans susciter les convoitises des puissances impérialistes, et en premier lieu, de la France. Le quai d'Orsay et les milieux coloniaux agissaient très activement, tant au Maroc que sur la scène internationale, pour ajouter une nouvelle colonie à l'Empire français. Quelles furent leurs initiatives entre 1900 et 1905 ? Comment les Socialistes les avaient-ils contrecarrées ? Si Jaurès et le P.S.F. conseillaient au gouvernement de ne pas intervenir militairement au Maroc, le P.S.D.F. pour sa part, s'élevait contre les risques de guerre qui étaient en germes dans la politique marocaine de la France.

2 - La politique de pénétration pacifique

En 1901 la France avait achevé la conquête des principales oasis sahariennes, en l'occurrence les oasis du Gourara, du Touat et du Tidikelt. Génée par l'action des tribus marocaines qui harcelaient sans cesse les positions françaises, Paris imposa au Sultan Abd El Aziz la signature du protocole du 20 Juillet 1901 qui précisait les conditions de la collaboration franco-marocaine dans la zone des frontières. Le gouverneur général de l'Algerie Paul Revoil le compléta en signant avec le représentant du Sultan les accords des

20 Avril et 7 Mai 1902 qui précisait les clauses du traité de Lalla Marnia de 1845 relatif au tracé des frontières entre le Maroc et la colonie d'Algérie. Par ces traités la France promettait aide et assistance au Sultan pour faire respecter son autorité dans la zone des frontières où seraient organisées, en commun, la police et les douanes. Des marchés mixtes seraient également créés. La France s'engageait à reverser au Makhzen sa part de droits de douanes.

Cette politique de collaboration avec le Sultan sera dénoncée par Jaurès à la tribune de la Chambre le 10 Novembre 1903, en ces termes : «il est singulier qu'au lieu de chercher à attirer à la France, une à une, ces tribus autonomes, ces tribus indépendantes avec lesquelles il était aisé de nouer des relations favorables, on ait songé à dissimuler l'autorité morale de la France derrière l'autorité réduite d'un Sultan décrié...»⁽⁴⁶⁾.

L'application de ces accords ne ramena pas pour autant l'ordre et la sécurité. Les tribus marocaines ne cessaient pas, en effet, d'attaquer les postes français et les tribus soumises à la France. De nombreux incidents dont les plus graves furent l'attaque de l'escorte du gouverneur Jonnart à la fin de mai 1903 et l'attaque d'un convoi militaire à El Moungar dans la Zousfana le 2 Septembre de la même année, incitèrent les autorités françaises à se pencher sérieusement sur le problème du maintien de l'ordre dans la région. Le commandement du Sud-Oranais était aux mains du Colonel Lyautey qui créa des postes de surveillance et agrandit la zone de sécurité en avançant secrètement dans le territoire marocain «comme un vilbrequin»⁽⁴⁷⁾, selon sa propre expression. En 1904, Lyautey avait soumis à son autorité toute la région des Hauts-Plateaux.

Le problème des frontières inquiétait beaucoup les Socialistes. Jaurès tira la sonnette d'alarme à ce propos en écrivant que le premier devoir de l'heure était de «déjouer le plan de ceux qui confondent Maroc et Sud-Oranais»⁽⁴⁸⁾. La délimitation des frontières était un problème fort épineux. Fallait-il instaurer une zone neutre aux confins ? ou bien, fallait-il considérer la rivière Moulouya comme frontière ? Pour Jaurès, cela importait peu car «il ne sera sans doute pas très difficile d'aboutir avec le Maroc, dès qu'il ne se sentira point menacé dans son indépendance, à un arrangement amiable»⁽⁴⁹⁾.

Jaurès voulait que la mission du colonel Lyautey se limitât au maintien de l'ordre dans le Sud-Oranais sans poursuivre et sans attaquer les tribus en territoire marocain. Pour lui «l'intrigue militaire et coloniale qui veut précipi-

ter la France sur le Maroc est un des plus grands périls qui puissent menacer la République et la France»⁽⁵⁰⁾. Il dénonça avec véhémence les chefs militaires qui «donnent rendez-vous à leurs amis au Maroc et qui les encouragent à poser leurs candidatures aux fonctions du protectorat marocain»⁽⁵¹⁾. Leur action constituait à ses yeux une véritable occupation du Maroc, opérée «sourdeusement, obscurément, par une infiltration inavouée mais d'une rapidité effroyable»⁽⁵²⁾.

René Viviani, commentant l'incarcération de l'explorateur de Segonzac en mars 1905, par une tribu marocaine, exprimait, comme Jaurès, son opposition à toute intervention armée pour délivrer le prisonnier. «Des milliards et du sang seraient la rançon de cette folie» écrivait-il. Il demandait au ministre de la Guerre de supprimer décorations et médailles militaires. Selon lui «il conviendrait de réserver ces récompenses à tout officier qui aura par sa prudence, son sang-froid, ses précautions, sa connaissance du pays et des hommes, évité une rencontre, une escarmouche, un conflit. De ce jour, les ardeurs belliqueuses auront cessé et le pays n'y perdra rien»⁽⁵³⁾.

L'action dangereuse de Lyautey aux frontières entre le Maroc et l'Oranie se doublait de la mainmise, par le biais des emprunts, sur l'économie et les finances marocaines. Déclassé encourageait banquiers et hommes d'affaires à accorder des emprunts au Sultan en lui imposant des conditions très onéreuses. Le Maroc, miné par les révoltes et sans ressources, sera ainsi à la merci de la France. Le parti colonial, mené par le député d'Oran Eugène Etienne, ne cachait plus que le but ultime de son action était l'annexion du Maroc. Etienne le dit franchement en janvier 1904 : «la question du Maroc nous réserve la dernière chance impériale qui puisse nous rester au point où en est le partage de la terre ...»⁽⁵⁴⁾ les «maroquinisants» formèrent un «Comité du Maroc» le 17 Février 1904. Il était présidé par Etienne, porte-parole des colons d'Algérie.

Sa mission était d'oeuvrer à l'exploration du Maroc et de vanter sa valeur économique auprès des commerçants et des industriels. Le parti colonial se chargeait de la propagande et de l'action au Parlement pour amener le gouvernement à agir au mieux des intérêts capitalistes et coloniaux.

Jaurès craignait avant tout l'envoi d'une expédition militaire au Maroc. Il fit part de ses craintes aux députés en leur rappelant l'expédition du Touat de 1901 et les lourdes charges qu'elle imposa au trésor public : 50 millions au total, plus 10 millions de frais chaque année⁽⁵⁵⁾. Les appréhensions de Jaurès prirent forme surtout après l'incident d'El Moungar (Septembre

1903). Selon lui, le Parlement pourrait être mis devant le fait accompli par une expédition militaire coûteuse qui, en outre, provoquera l'union et la réconciliation des tribus marocaines. Les peuples musulmans ne manqueraient pas d'appuyer, par solidarité, leurs frères du Maroc. Il en découlerait une guerre longue et cruelle qui laisserait «des rancunes pendant des générations ... auprès des hommes mêmes que nous voudrions assimiler à notre action»⁽⁵⁶⁾. Au lieu de cela, Jaurès préconisait «une politique de sage pénétration au Maroc»⁽⁵⁷⁾.

Il est convaincu «que la France a, au Maroc, des intérêts de premier ordre» et que «ces intérêts mêmes lui créent une sorte de droit».

D'après Jaurès «la France a d'autant plus le droit de prolonger sur le Maroc son action économique et morale qu'en dehors de toute surprise et de toute violence militaire, la civilisation qu'elle représente en Afrique auprès des indigènes est certainement supérieure à l'état présent du régime marocain»⁽⁵⁸⁾. Il sollicita du Parlement un budget de pénétration pacifique. Le gouvernement marocain n'ayant pu maintenir l'ordre et n'ayant pas tenu ses engagements envers la France, celle-ci gardera avec lui des relations amicales «dans la limite où son autorité réelle s'exerce»⁽⁵⁹⁾ et s'entendra directement avec les tribus indépendantes. La politique de pénétration pacifique que voulait appliquer Jaurès avait beaucoup de points communs avec le programme mis en oeuvre par Jonnart en Algérie. On peut en avoir une idée en examinant le projet de résolution qu'il avait soumis au Parlement lors de la discussion du budget du ministère des Affaires Etrangères, le 12 Novembre 1903. Dans ce projet, il invitait le gouvernement à inscrire à ce budget des crédits destinés à «développer pacifiquement chez les tribus musulmanes qui avoisinent l'Algérie, d'accord avec ces tribus et avec les autorités dont elles relèvent, des oeuvres de civilisation : caisses de réserve contre la famine et distribution de gains, écoles, infirmeries, soins médicaux, marchés, voies de communication»⁽⁶⁰⁾. Le député du Tarn, applaudi par les Socialistes, demanda que la Chambre se prononçât de suite. Son projet fut renvoyé à la commission du budget par 440 voix contre 114 et 11 abstentions⁽⁶¹⁾. Jaurès pensait donc que la France avait une mission civilisatrice à accomplir pacifiquement au Maroc. Etienne enregistra avec ironie cette «conversion» de son collègue Jaurès⁽⁶²⁾. Mais un grand fossé séparait les conceptions qu'avaient les deux hommes de la pénétration pacifique. Etienne comptait surtout sur l'entente avec le Sultan et sur l'action de Lyautey aux frontières. La conception de Jaurès peut être résumée par deux mots : prudence et civilisation. La prudence veut qu'on applique une politique défensive en évitant à tout prix

la guerre contre la Maroc et en imposant le contrôle par le gouvernement et par le Parlement de l'action des militaires de l'Oranie. L'oeuvre de civilisation consiste à améliorer les conditions de vie des populations par une contribution généreuse de la France. Et s'il faut construire des routes, des chemins de fer, exploiter les mines et pour tout dire, moderniser le pays, on doit, en échange, assurer au Maroc une partie des revenus de ces futures réalisations. La France doit consentir tous les sacrifices nécessaires en argent pour éviter une malencontreuse expédition coloniale et une mainmise du capitalisme sur ce pays. Faisant preuve de clairvoyance et de largesse d'esprit, Jaurès put ainsi unir habilement l'intérêt bien compris de son pays à un sens aigu du droit et de la justice⁽⁶³⁾.

3 - Le «péril marocain»

Les Guesdistes du P.S.D.F. étaient aux antipodes des thèses défendues par Jaurès et le P.S.F. Ils pensaient, comme Paul Louis, que «la pénétration pacifique n'est qu'un vain mot, une formule creuse qu'on jette en pâture aux esprits ingénus, et qui, finalement, ne dupe plus personne»⁽⁶⁴⁾. Cette politique ne se justifie absolument pas. Elle aboutit inexorablement à la guerre contre le peuple à «civiliser».

Lorsque, en 1903, la question marocaine commença à attirer l'attention de l'opinion publique, les Guesdistes dénoncèrent les «tueries» faites au profit d'intérêts mercantiles qui se dissimulaient derrière une prétendue mission civilisatrice⁽⁶⁵⁾. Sous l'influence surtout d'Edouard Vaillant, le P.S.D.F. affichait un pacifisme à toute épreuve et proclamait sa haine de la guerre. En 1904, les risques d'intervention au Maroc incitèrent les Guesdistes à alerter l'opinion publique des dangers auxquels étaient exposés la paix et l'avenir de l'humanité. Paul Louis publia un article prémonitoire où il faisait part de ses craintes de voir l'armée française d'Algérie attaquer Taza ou même Fès. Il écrivait notamment : «le Maroc vient d'entrer dans la sphère d'action française. Nous n'en sommes encore qu'à la phase idyllique des préparations, à celles où l'on ne parle que de grandes routes, d'écoles, de respect des moeurs et de pacification. Prenons garde que la seconde phase, celle de la lutte violente ne s'ouvre trop tôt, plus tôt même que certains coloniaux ne le souhaiteraient... L'heure peut surgir avant longtemps où les champions de la plus grande France et du capitalisme exotique demanderont au pays cent mille hommes et cent millions, sinon davantage, pour saisir le Maroc ... Gardons-nous du péril marocain !»⁽⁶⁶⁾. Si les racistes européens parlaient, à la même époque, de péril jaune, Paul Louis, quant à lui, utilisa l'expression de «péril marocain», un péril bien européen qui menace l'avenir du socialisme et de

l'humanité tout entière ! A la tribune de la Chambre de Députés, P. Constans, député P.S.D.F. de l'Allier, déclarait en juillet 1904 : «Je revendique hautement pour nous le droit de faire tout ce que nous jugerons utile pour nous opposer à une guerre criminelle»⁽⁶⁷⁾. Dans un autre article, P. Louis écrivait que «la pénétration ne saurait être pacifique, car le capitalisme s'enrichit par la guerre». Mais, tout en regrettant que des Socialistes eussent accepté l'idée de colonisation pacifique, il admettait l'impuissance des socialistes. «Le colonialisme, écrivait-il, n'a pas encore assez de vigueur pour enrayer le colonialisme qui est l'épanouissement mondial du système capitaliste mais il doit dénoncer cette tare suprême, les massacres et les gaspillages qui sont consécutifs à toute entreprise exotique, les prélèvements de toute nature que la classe possédante exerce sur le prolétariat. Le socialisme ne faillira pas à sa tâche, il flétrira la guerre qui se prépare, dans la mesure de ses forces, il lui refusera les moyens de s'ouvrir et lorsqu'elle aura éclaté, selon l'irrésistible loi de la société présente, il en tirera de fécondes énergies de propagande. En envahissant le Maroc, le cabinet qui représente la démocratie bourgeoise donne de nouvelles armes au prolétariat»⁽⁶⁸⁾.

Le P.S.D.F. s'en tenait, donc, à la position guesdiste traditionnelle : guerre au colonialisme et pacifisme. Au Parlement, ses députés votaient contre les crédits militaires et coloniaux mais ils soutenaient Jaurès et l'acclamaient lors de ses brillantes interventions contre la politique coloniale gouvernementale. Pour eux, il importait avant tout, de lutter contre le pouvoir bourgeois.

En conclusion, le mouvement socialiste français, divisé en deux principaux partis, était encore trop faible pour imposer son programme, d'autant plus qu'il avait opté pour la lutte démocratique au sein du Parlement où il constituait une minorité active mais impuissante. Ses composantes avaient adopté deux attitudes divergentes vis-à-vis de la colonisation et de la question du Maroc. Le P.S.F. réformiste n'était pas foncièrement opposé au principe de la colonisation. Son porte-parole, Jean Jaurès, défendait une politique de pénétration pacifique au Maroc.

Le P.S.D.F., guesdiste et marxiste, proclamait son opposition totale au colonialisme et condamnait toute politique de pénétration au Maroc, qu'elle fût pacifique ou militaire. On devine aisément le peu d'efficacité que pouvait avoir l'action des socialistes face à la politique marocaine du gouvernement. Si, après 1905, le Maroc avait sauvé son indépendance, ce n'était pas à cette opposition qu'il le devait mais, dans une large mesure, à l'habileté de ses dirigeants qui savaient jouer à merveille des rivalités entre les puissances

étrangères. La France trouvera, en effet, sur son chemin, un ennemi coriace et bien décidé à l'empêcher d'annexer le Maroc : l'Allemagne qui usera de toutes ses forces pour internationaliser la question du Maroc et l'utiliser au mieux de ses intérêts économiques et stratégiques.

NOTES

- (1) REBERIOUX, «Le Socialisme français de 1871 à 1914», in : Histoire Générale du Socialisme, publiée sous la direction de J. DROZ, Tome II, Paris, 1974, p. 172.
- (2) La thèse magistrale du regretté Georges Oved, «La Gauche française et le nationalisme marocain 1905-1955», 2 volumes, Paris, 1984, traite surtout de la période du Protectorat français au Maroc.
- (3) C. Willard, Socialisme et communisme français, Paris, 1967, p. 54.
- (4) Willard, loc. cit.
- (5) L'hebdomadaire «le Socialiste» devint l'organe du P.S.D.F. à partir de mai 1901.
- (6) Willard, op. cit., p. 71.
- (7) Jules Guesde (1845-1922), Paris, 1928, p. 151.
- (8) A. Ferrat, Histoire du Parti Communiste Français, Paris, 1931, p. 18.
- (9) A. Zévaès, le Socialisme en 1912, Paris, 1912.
- (10) A. Zévaès, Jean Jaurès, Paris, pp. 7-8.
- (11) La motion de Romilly fut publiée dans «le Socialiste» du 15 Septembre 1895. Elle est reprise par Ch-R. Ageron, in : «L'anticolonialisme en France de 1871 à 1914», Paris, 1973, pp. 71-72.
- (12) M. REBERIOUX et G. HAUPT, «L'Attitude de l'internationale» in : le Mouvement Social, n° 45, Oct-Déc. 1963, p. 12 Les auteurs relèvent dans le texte de la résolution du Congrès de Paris l'emploi de l'expression «politique coloniale de la bourgeoisie». Ce qui laisse supposer l'existence d'une autre politique coloniale, sans doute socialiste.
- (13) AGERON, op. cit., pp. 22-23.
- (14) A. OLIVESI, «Les Socialistes marseillais et le problème colonial» in : le Mouvement Social, n° 46, Janvier-Mars 1964, p. 55.
- (15) Le Socialiste, 7-27 Août 1904.
- (16) REBERIOUX et HAUPT, ibid, p. 13.
- (17) Ibid.
- (18) Publié à Paris en 1905.
- (19) «Perspectives sur le Mouvement ouvrier et l'impérialisme en France au temps de la conquête coloniale» in : le Mouvement Social, n° 86, Janvier-Mars 1974, p. 30.
- (20) P. LOUIS, le colonialisme, Paris, 1905, p. 34.
- (21) Ibid. p. 59.
- (22) Ibidem, pp. 109-110.

- (23) Ch. -R. AGERON, «Jaurès et les Socialistes français devant la question algérienne (de 1895 à 1914)» in : *Le Mouvement Social*, n° 42, Janvier-Mars 1963, note 43, p. 20.
- (24) *Oeuvres*, I, Pour la Paix I : Les Alliances européennes (1887 - 1903) Paris, 1931, pp. 99-103.
- (25) Ibid.
- (26) Cité par G. WORMSER, *La République de Clemenceau*, Paris, 1961, p. 245.
- (27) H. GOLDBERG, *Jean Jaurès, la biographie du fondateur du Parti Socialiste*, Paris, p. 348.
- (28) Ibid.
- (29) J. BRUHAT, «Jaurès devant le problème colonial» in : *Cahiers internationaux*, n° 94, Mars 1958, p. 49 ; J. RABAUT, *Jaurès*, Paris, 1971, p. 351.
- (30) AGERON, *Jaurès et les Socialistes français ...* p. 20.
- (31) G. ROUANET, «Compte rendu du Congrès de Tours» in : *la Revue Socialiste*, n° 207, Mars 1902, pp. 344-373.
- (32) Cité par M. REBERIOUX, *Jean Jaurès, textes choisis, Tome I : Contre la guerre et la politique coloniale*, Paris, 1959, p. 16 ; CH.-R. AGERON, *l'anticolonialisme en France de 1871 à 1914*. Paris, 1973, p. 26.
- (33) A. OLIVESI, «Les Socialistes marseillais et le problème colonial» in : *le Mouvement Social*, n° 46, Janvier-Mars 1964, p. 56.
- (34) M. REBERIOUX, *op. cit.*, p. 17.
- (35) P. GUILLEN *L'Allemagne et le Maroc de 1870 à 1905*, Paris, 1967, note 3, p. 619.
- (36) P. GUILLEN, *Les emprunts marocains 1902-1904*, Paris, 1973, pp. 148-149.
- (37) J. Jaurès, *Oeuvres*, II, Pour la Paix II : *La Paix menacée (1903-1906)*, Paris, 1931, pp. 33-36 ; *La Dépêche de Toulouse*, 19 Septembre 1903.
- (38) Le premier recensement couvrant l'ensemble du territoire national (sauf le Sahara) ne date que de 1960 ! il donne pour la population totale le chiffre de 11.500.000 habitants.
- (39) J. JAURÈS, *ibid.*, p. 44.
- (40) *Ibid.*, p. 51.
- (41) *Ibid.*, p. 42.
- (42) *Ibid.*, p. 37.
- (43) *Ibid.*, pp. 134-136.
- (44) *Ibid.*, p. 33.
- (45) *Ibid.*, p. 35.
- (46) *Ibid.*, p. 44.
- (47) Cité par M. BAUMONT, *L'essor industriel et l'impérialisme colonial (1878-1914)*, Paris, 1965, p. 358.
- (48) J. JAURÈS, *Oeuvres*, II, p. 36.
- (49) *Ibid.*, p. 37.
- (50) *Ibid.*, p. 36.
- (51) *Ibid.*, p. 39.
- (52) *Ibid.*, p. 139.
- (53) R. VIVIANI, «Au Maroc», *l'Humanité*, 20 Mars 1905.

- (54) Cité par H. BRUNSCHWIG, *Mythes et réalités de l'impérialisme colonial français (1871-1914)*, Paris, 1960, p. 123.
- (55) JAURES, *oeuvres*, II, pp. 40-41.
- (56) *Idem.*, p. 43.
- (57) *Idem.*, p. 41.
- (58) *Idem.*, p. 42.
- (59) *Idem.*, p. 52.
- (61) C. MICHAUX, *Le Parlement français et les affaires marocaines (1902-1912)*, thèse de 3^e cycle inédite, Paris, 1966, F^o 11.
- (62) BRUNSCHWIG, *op. cit.*, p. 183.
- (63) Ch. RAPPOPORT, *Jean Jaurès, l'homme, le penseur, le Socialiste*, Paris, 1915, p. 231.
- (64) LOUIS, *op. cit.*, p. 35.
- (65) P. LOUIS, «Le Péril marocain», *le Socialiste*, 24-31 Juillet 1904.
- (67) Cité par C. WILLARD, *Le mouvement Socialiste en France, 1893-1905. Les Guesdistes*, Paris, 1965, p. 558.
- (68) P. LOUIS, «L'expédition du Maroc», *Le Socialiste*, 25 Décembre 1904-8 Janvier 1905.